

LES NOUVELLES DE HONG KONG (4)

La citoyenneté exige désormais une vigilance en amont des décisions nationales

vendredi 16 décembre 2005, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2005).

« Le protectionnisme, c'est la guerre ! » clament les idéologues du libre-échange. Pourtant, c'est ici, à Hong Kong que le libre-échange a pris son envol contemporain. Et de la manière la plus violente qui soit : par la guerre d'agression. En 1839, sous la pression de la Compagnie des Indes Orientales (déjà le lobby patronal !), le gouvernement britannique déclare la guerre à la Chine au nom du libre commerce. La Chine en effet interdit l'importation d'opium et refuse d'intégrer ce poison dans le cadre de l'ouverture de son marché demandée par les Britanniques dans le cadre d'un accord sur les échanges commerciaux. Victorieuse dans cette « guerre de l'opium », la Grande-Bretagne s'installe à Hong Kong. Aujourd'hui, à Hong Kong, sous la pression du patronat européen, la Grande-Bretagne, qui préside l'Union européenne et bénéficie du soutien résolu des 25 gouvernements, entend imposer à la Chine et à 149 autres pays l'ouverture des marchés aux produits manufacturés et aux entreprises de services. L'Histoire a parfois de ces raccourcis ...

Ce vendredi matin, les informations sur les consultations nocturnes (on ne peut toujours pas parler de négociations) n'ont guère apporté de neuf. Sur l'agriculture et sur l'accès au marché des produits manufacturés, on a isolé les questions qui divisent. On a retrouvé une constante : le lien établi entre les différents dossiers de ce marchandage qui n'a pas encore commencé. Ainsi par exemple, les pays en développement (PVD) n'acceptent d'ouvrir leur marché aux produits manufacturés euro-américains que dans une mesure identique à l'ouverture que UE et USA sont disposés à accorder aux produits agricoles des PVD.

Quant aux services, il se confirme qu'ils constituent le dossier central, celui sur lequel les gouvernements des pays riches, poussés fortement par les organisations patronales ici présentes, entendent obtenir dimanche un résultat à la mesure des attentes de leurs commanditaires.

On peut distinguer quatre positions sur le dossier des services :

- UE, USA et Japon qui estiment que l'Annexe C est insuffisante, qu'elle doit être améliorée par l'introduction d'indications chiffrées sur le nombre de services à libéraliser et sur l'ampleur de cette libéralisation. L'UE dispose d'ailleurs d'un document, approuvé par le Conseil européen des ministres, qui va très loin dans ce sens ;
- le Groupe des 90 qui a présenté des amendements à l'Annexe C pour restaurer la flexibilité permise dans l'AGCS. Ce G90 a été appuyé ce matin par un grand nombre de parlementaires africains qui ont présenté à la presse une déclaration qui précise les raisons de leur rejet de l'Annexe C. Ce texte, remarquablement argumenté, sera sur le site de l'URFIG (www.urfig.org - rubrique Hong Kong) dès que je disposerai d'une copie électronique ;
- le Brésil, qui accepte l'Annexe C à la condition d'obtenir satisfaction sur le dossier agricole ;
- l'Inde et le Chili qui acceptent l'Annexe C telle quelle.

Le patronat, très présent ici, commence à donner de la voix. Certains vont même jusqu'à remettre en cause l'utilité de l'OMC dès lors qu'elle s'occupe de développement.

L'après midi a été marquée par un événement que les protagonistes ont qualifié eux-mêmes d'historique. Les porte-parole des différents groupes de pays (G20, G33, le groupe africain, les ACP, les PMA, les petites économies), soit au total 110 pays du Sud, ont annoncé que pour la première fois dans l'histoire de l'OMC, les ministres de ces pays avaient tenu une réunion commune et adopté une déclaration présentée lors d'une conférence de presse. Ils ont convenu de coordonner leurs efforts pour présenter une attitude commune sur les questions où ils ont un intérêt commun. Ils ont souligné que l'agriculture est centrale pour tous ces pays. Ensemble, les gouvernements de ces pays demandent :

- la fin des subventions aux exportations agricoles en 2010 ;
- la réduction substantielle des aides internes qui ont des effets sur la concurrence commerciale ;
- l'application du principe de traitement spécial et différencié dans les différents aspects de la négociation agricole ;
- l'octroi de quota free/duty free pour les produits en provenance des PMA avec un résultat concret à Hong Kong sur cette question ;
- un engagement ferme et précis à Hong Kong de régler la question du coton.

Comme à Cancun, la manifestation publique de ces groupes de pays a suscité les sarcasmes du personnel de l'OMC, des délégations occidentales et des journalistes au service du patronat. On brocarde les « G »...En faut-il du cynisme pour se moquer ainsi des faibles !

Au moment où j'écris ces lignes, il reste 40 heures pour conclure. D'une manière ou d'une autre. Signe des grandes difficultés rencontrées, la nouvelle version du projet de déclaration ministérielle n'a pas été présentée aujourd'hui comme annoncé hier. Elle est prévue maintenant pour demain midi. Les réactions qu'elle suscitera fourniront un indice sérieux sur le résultat final de cette conférence.

Un lecteur m'écrit pour me demander : que peut-on faire ?

Je ne néglige aucune occasion de souligner le rôle et donc la responsabilité de nos gouvernements dans ces négociations. Savoir cela est très important. Comprendre enfin que nos gouvernements exercent désormais une double fonction :

- a) ils participent au niveau européen et au niveau de l'OMC à des décisions qui concernent notre vie quotidienne
- b) ils exécutent ces décisions au niveau national.

Ce qui signifie que lorsque nous réagissons aux décisions que le gouvernement prend pour mettre en œuvre dans le pays ce qu'il a convenu au niveau européen ou au niveau de l'OMC, il est déjà trop tard. La citoyenneté exige désormais une vigilance en amont des décisions nationales qui ne sont plus que des transpositions de décisions supranationales ou internationales. Il faut s'organiser en conséquence. Investir l'Europe ; s'intéresser à l'OMC. Et exiger de nos élus qu'ils en fassent autant. Mes efforts seront récompensés si j'ai réussi à démontrer la pertinence de ce qui précède. La narration de ce qui se passe à Hong Kong n'a pas d'autre but.

A demain.

P.-S.

* Raoul Marc JENNAR chercheur. urfig wanadoo.fr